

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 22 SEPTEMBRE 1830.

NO. 60

FRANCE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 4 août.

M. Labbey de Pompières, président d'âge, occupe le fauteuil. Vers midi on ne compte pas plus de 150 membres; à droite 20. MM. de Martignac et de Caux sont au centre droit, M. Hyde de Neuville à l'extrême droite. La chambre procède à l'opération du tirage des bureaux; elle se déclare en permanence et se retire dans ses bureaux. A 4 heures la séance est reprise et la chambre s'occupe de la vérification des titres.

Séance du 5 août.

La chambre continue les vérifications et annule les nominations du comte de Bro dans le département de l'Ardèche et de MM. Colonna d'Istria et Roger, en Corse, comme frauduleuses.

La chambre arrête qu'elle va procéder à la formation d'une liste de cinq candidats à la présidence, et que les quatre candidats qui ne seront pas choisis seront de droit vice-présidents.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votans.....	218
Majorité.....	110
M. Casimir Perrier.....	174
M. Jacques Lafitte.....	160
M. Benjamin Delessert.....	123
M. Dupin aîné.....	120
M. Royer-Collard.....	100
M. Benjamin Constant.....	88

MM. Casimir Perrier, Jacques Lafitte, B. Delessert, et Dupin aîné sont proclamés candidats à la présidence. Au second tour de scrutin M. Royer-Collard a obtenu 116 voix.

Séance du 6 août.

Le président d'âge annonce que le lieutenant-général du Royaume a nommé M. Casimir Perrier, président de la Chambre des députés. M. Casimir Perrier étant absent, M. Jacques Lafitte, premier vice-président monte au fauteuil.

La chambre adopte sans opposition une proposition de M. Salvette, ainsi conçue : *La chambre accuse de haute-trahison les sept ministres signataires des ordonnances du 25 juillet.*

Elle vote ensuite des remerciemens au président d'âge, et se retire dans ses bureaux pour nommer la commission de l'adresse; les élus sont MM. Villemain, Pavée de Vandœuvre, Humblot Conté, Kératry, Dupin aîné, Mathieu Dumas, Benj. Constant, Jacques Lefevre, Étienne.

L'élection de M. de Vauchel est annulée.

M. Bérard monte à la tribune et propose des changemens à la Charte dont nous donnerons le détail dans notre prochain numéro; nous donnerons aussi en entier la séance du 7 août.

Voici les changemens les plus importants, adoptés le 7 :

Art. 1er. « La chambre des députés prenant en considération l'impérieuse nécessité qui résulte des événemens des 26, 27, 28 et 29 juillet dernier et jours suivans, et de la situation générale où la France s'est trouvée placée par suite de la violation de la Charte constitutionnelle et des droits du pays, et en conséquence de l'phéorique résistance des citoyens de Paris: Déclare que le trône est vacant en fait et en droit, et qu'il est indispensable d'y pourvoir.

Art. 2. La chambre des députés déclare secondement que, selon le vœu et dans l'intérêt du peuple français, le préambule de la Charte constitutionnelle est supprimé, et que les articles suivans de la même Charte doivent être supprimés ou modifiés de la manière qui en est indiquée.

L'article 6 de la Charte ainsi conçu : « Cependant la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat. » — Est supprimé.

Art. 7. Les ministres de la religion catholique, apostolique et romaine, professée par la majorité des Français, et ceux des autres cultes légalement reconnus, reçoivent des traitemens du trésor public.

Art. 8. Les mots « qui doivent réprimer les abus de cette liberté » ont été supprimés, et l'on a ajouté « sans que jamais la censure puisse être rétablie. »

Art. 14. Le Roi est le chef suprême de l'Etat; il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois d'administration publique, et fait les réglemens et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution.

Art. additionnel. Aucune troupe étrangère ne pourra être admise au service de l'Etat, sans une loi.

Art. 16 et 17. La proposition des lois appartient au roi, à la chambre des pairs et à la chambre des députés. Néan-

moins, toute loi d'impôt doit être d'abord votée par la chambre des députés.

Art. 19, 20 et 21. Supprimés, comme étant la conséquence de la proposition des lois qui était exclusivement accordée au roi.

Art. 26. Toute assemblée de la chambre des pairs qui serait tenue hors du tems de la session de la chambre des députés est illicite et nulle de plein droit, sauf le seul cas où elle est réunie comme cour de justice, et alors elle ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

Art. 31. Les séances de la chambre des pairs sont publiques comme celles de la chambre des députés.

Art. 36. Chaque département aura le même nombre de députés qu'il a eu jusqu'à présent. — Supprimé.

Art. 37. Les députés sont élus pour cinq ans.

Art. 38. Aucun député ne pourra être admis dans la Chambre, s'il n'est âgé de 30 ans, et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

Art. 39. Si néanmoins il ne se trouve pas cinquante personnes de l'âge indiqué et payant le cens déterminé par la loi, leur nombre sera complété par les plus imposés au-dessous du taux de ce cens.

Art. 40. Nul n'est électeur s'il a moins de 25 ans, et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

Art. 41. Les présidents des collèges électoraux, sont nommés par les électeurs.

Art. 43. Le président de la chambre des députés est élu par la chambre. Il est élu pour toute la durée de la législature.

Art. 46, 47 et 56. Supprimés, la tribunaux, et de commissions extraordinaires, à quelque titre, et sous quelque dénomination que ce puisse être.

Art. 73. Les colonies seront régies par des lois particulières.

Les pairs créés sous le règne de Charles X, seront supprimés, et l'art. 27 de la charte sera soumis à une révision.

La chambre déclare qu'il est nécessaire de pourvoir successivement, par des lois séparées, et dans le plus court délai possible,

1°. A l'extension du Jury aux délits correctionnels, et notamment à ceux de la presse.

2°. A la responsabilité des ministres et des agens secondaires du pouvoir.

3°. A la réélection des députés promus à des fonctions publiques.

4°. Au vote annuel du contingent de l'armée.

5°. A l'organisation de la garde nationale, avec intervention des gardes nationaux dans le choix de leurs officiers.

6°. A un code militaire assurant d'une manière légale l'état des officiers de tout grade.

7°. A l'administration départementale et municipale, avec intervention des citoyens dans leur formation.

8°. A l'instruction publique et à la liberté de l'enseignement.

9°. A l'abolition du double vote, et à la fixation des conditions électorales et d'éligibilité.

L'application du jury aux délits de la presse est également réclamée pour les délits politiques.

Moyennant l'acceptation de ces dispositions et propositions, la chambre des députés déclare enfin que l'intérêt universel et pressant du peuple français appelle au trône S. A. R. Louis Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant-général du Royaume, et ses descendans à perpétuité de mâle en mâle par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leurs descendans.

En conséquence, S. A. R. Louis Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant-général du Royaume, sera invité à accepter et à jurer les clauses et engagements ci-dessus énoncés, l'observation de la Charte constitutionnelle et des modifications indiquées, et après l'avoir fait devant les chambres assemblées, à prendre le titre de Roi des Français.

Voici le résultat du scrutin : nombre des votans 252, majorité 127. Boules blanches 219, boules noires 33.

Après la proposition du président de se rendre en corps au Palais-Royal, M. Dupin propose de consacrer par une disposition additionnelle l'adoption des couleurs nationales. Cet article est adopté par acclamation. Il est conçu dans les termes suivans :

La France reprend ses couleurs. A l'avenir il ne sera plus porté d'autre cocarde que la cocarde tricolore.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 7 août.

Après une discussion, dans laquelle ont été entendus vingt de ses nobles membres, la chambre des pairs a adopté toutes les dispositions contenues dans la déclaration, sauf une modification ainsi conçue :

« La chambre des pairs déclare qu'elle ne peut délibérer sur la disposition de la déclaration de la chambre des députés conçue en ces termes :

« Toutes les nominations et créations nouvelles de pairs faites sous le règne de Charles X, sont déclarées nulles et non avenues. »

Elle déclare s'en rapporter seulement sur ce sujet à la haute prudence du prince lieutenant-général.

Le scrutin a donné le résultat suivant pour la déclaration : 89 voix contre 10, billets blancs 14, bulletin nul 1; total, 114 votans.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance royale du 9 août.

Les dispositions étaient les mêmes que pour la mémorable séance du 3. Le trône était dressé sur l'emplacement du bureau du président et de la tribune, mais les fleurs de lys avaient disparu des riches draperies de velours cramoisi garnies de franges et de crépine d'or. Audessus et sur les côtés s'élevaient des étendards aux couleurs nationales.

Les tribunes offraient la même affluence de spectateurs et un plus grand nombre de dames en parure élégante. La tribune des journalistes, réservée pour cette séance au corps diplomatique, présentait au premier rang une douzaine de dames; on voyait derrière elles plusieurs hommes et un officier général anglais en grand uniforme.

Les regards avides des spectateurs se portaient sur les pairs et députés qui se trouvaient assis sur le trône. On se demandait nos libertés. Les membres qui étaient habituellement au centre droit étaient en assez grand nombre. On remarquait non loin de M. de Martignac, M. le général de Bonnemains, M. Berryer, M. Jacquinet-Pampelune, M. Chevalier-Lemore, M. de Saint-Cricq, M. de Lardemelle, de Murat, Paul de Châteaudouble, et M. le général Lafont-Cavaignac. Ni M. de Conny, ni M. Syriens de Mayrinac, ni aucun des autres députés de l'extrême droite, n'ont paru.

MM. les pairs de France sont arrivés vers midi, et ont pris place sur les bancs formant les deux divisions de la droite. Les spectateurs se désignaient, parmi eux, M. le prince de Talleyrand, M. le duc de Caraman, le comte Montalivet, le duc Decazes, le premier président baron Séguier, le duc de Montmorency, le comte Bastard d'Estrang, le général comte Reille, le duc de Mortemart, M. de Pontécoulant, le marquis Barbé-Marbois, le comte Chaptal, le comte Portalis, le baron Portal, le duc de Cadore, le comte Tascher de la Pagerie, le duc d'Angoulême, le marquis de La Place, le duc de Montebello, le comte Roy, le général Claparède, le comte de Sainte-Aulaire, le duc de Richelieu, le comte Lanjumeau, le comte de Montville, le duc d'Aligre, le duc de Valmy, le comte Dubreton, le comte Dupuis, le comte de la Villegontier, le marquis de Vence, le duc d'Osmond, le comte Boissy d'Anglas, le comte Ducoudray, le comte Mathan, le duc de Castries, l'amiral Truguet, le comte Clément de Ris, le général Klein, le comte Klein, le comte Dode de la Brunerie, le général comte Béliard, le comte Siméon, le marquis de Louvois, le comte d'Haussonville, le duc de Praslin, le marquis de Sémouville, grand-référendaire, etc.

MM. les pairs et MM. les députés étaient comme à la séance du 3 en habits noirs ou bleus, et l'on ne portait point d'autre grand cordon que celui de la Légion d'Honneur.

En avant du trône étaient trois plans, l'un pour M. le lieutenant-général du royaume, car c'est ce titre que M. le duc d'Orléans devait avoir à cette solennité. A droite du trône, sur un bureau couvert d'une draperie de velours cramoisi, étaient la couronne d'or posée sur un coussin, le sceptre, le glaive et la main de justice. Sur le bureau à gauche étaient une écritoire d'une forme très riche et la minute du procès-verbal de la séance sur parchemin-velin.

A une heure, MM. les députés se sont retirés dans la salle des conférences pour tirer au sort la grande députation de vingt membres qui devait, avec M. Casimir Perrier, président, et les quatre secrétaires, aller au devant du nouveau Roi. Le hasard a désigné MM. Dupin aîné, et Persil pour faire partie de cette députation.

MM. les pairs ont aussi désigné une députation, ayant à sa tête M. Pasquier, président de leur Chambre.

A deux heures précises, le canon des Invalides, le roulement du tambour, et la musique de la garde nationale jouant l'air la Victoire est à nous! annoncent l'approche du cortège.

Une tribune était restée vacante, on y avait placé un fauteuil et des sièges bordés de galon d'or. Elle était destinée pour la famille du prince. S. M. la Reine, reçue sous le titre de duchesse d'Orléans, a pris place au milieu, ayant à sa droite M. le prince de Joinville, le troisième de ses fils, et S. A. R. Mademoiselle; à gauche LL. AA. RR. M^{lle} d'Orléans, M^{lle}

de Valois, M. de Beaujolois, M. le duc d'Aumale, et M. le duc de Montpensier.

Lorsque le prince, accompagné de ses deux fils, est arrivé dans la salle ; le seul cri qui ait retenti en ce moment a été celui de *vive le duc d'Orléans* ! Il a été proféré à plusieurs reprises. Il a pris place sur le pilié placé devant le trône ; S. A. R. M. le duc de Chartres, en uniforme de colonel de son régiment, occupait le pilié à droite ; S. A. R. M. le duc de Nemours, en uniforme de hussard, occupait le pilié à gauche. Les trois princes portaient le grand cordon de la Légion d'Honneur.

MM. les commissaires, chargés des différents ministères, sont assis sur les banquettes qui leur étaient réservées ; savoir : M. Dupont (de l'Eure), le général Gérard et M. Bignon, à droite ; M. Guizot, M. Louis, M. le maréchal Jourdan, à gauche. A l'exception de M. le général Gérard, qui était en grand uniforme, MM. les commissaires se sont présentés en habits de ville.

Le prince salue l'assemblée, se couvre et dit : « Asseyez-vous, Messieurs. » S. A. R. dit ensuite : « Monsieur le président de la Chambre des Députés, veuillez lire la déclaration de la Chambre des Députés. »

M. Casimir Périer se lève et lit d'une voix ferme la déclaration du 7 août ; il termine par ce dernier paragraphe :

« Moyennant l'acceptation de ces dispositions et propositions, la Chambre des Députés déclare enfin que l'intérêt universel et pressant du peuple français appelle au trône S. A. R. Philippe d'Orléans... »

Le prince s'aperçoit que M. le président oublie l'un de ses prénoms, et dit en souriant : *Louis-Philippe*.

M. Casimir Périer : *Louis-Philippe d'Orléans*, duc d'Orléans, lieutenant-général du royaume, et ses descendants à perpétuité, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leurs descendants. »

M. le président monte les degrés du trône, et remet la déclaration entre les mains de S. A. R.

Le prince : M. le président de la Chambre des Pairs, veuillez me remettre l'acte d'adhésion de la Chambre des Pairs à la déclaration de la Chambre des Députés.

M. le baron Pasquier, sans donner lecture de cette pièce, en remet la minute entre les mains de S. A. R.

Le prince lieutenant-général salue l'assemblée, et prononce, assis et couvert, l'allocution suivante :

« Messieurs les Pairs, Messieurs les Députés,

« J'ai lu avec une grande attention la déclaration de la Chambre des Députés et l'acte d'adhésion de la Chambre des Pairs. J'en ai pesé et médité toutes les expressions.

« J'accepte sans restriction ni réserve (S. A. R. prononce ces mots avec force) les clauses et engagements que renferme cette déclaration, et le titre de Roi des Français qu'elle me confère, et je suis prêt à en jurer l'observation. »

S. A. R. se lève ainsi que les princes ses fils.

M. Dupont (de l'Eure), faisant les fonctions de garde des sceaux, remet entre les mains du prince la formule du serment.

Le prince se découvre, et, levant la main, prononce d'une voix ferme :

« En présence de Dieu, je jure d'observer fidèlement la Charte constitutionnelle, avec les modifications exprimées dans la déclaration ; de ne gouverner que par les lois et selon son droit, et d'agir en toutes choses dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français. »

Ici les cris de *vive le Roi* ! éclatent parmi les pairs, les députés et les spectateurs.

Quelques voix : *Vive Philippe VII* !

Voix plus nombreuses : *Vive Philippe Ier* !

M. de Barbé-Marbois : *Vive Philippe* !

Explosion de cris unanimes : *Vive le Roi des Français* !

Ici un cérémonial inusité jusqu'à ce jour frappe et émeut l'assemblée. Quatre maréchaux de France placés près du bureau à droite ont déposé les insignes de la royauté, saisissent ces emblèmes et les offrent à S. M.

M. le maréchal Macdonald présente la couronne.

M. le maréchal duc de Reggio présente le sceptre.

M. le maréchal duc de Trévise présente le glaive.

M. le maréchal Molitor présente la main de justice.

S. M. s'approche du bureau placé à gauche, et signe la déclaration de la Chambre des Députés, l'adhésion de la Chambre des Pairs et la formule dont les minutes lui sont offertes par M. Dupont (de l'Eure), commissaire au département de la justice.

Après cette cérémonie, les cris de *vive le Roi* et *vive Philippe Ier* recommencent.

Autres voix : *Vive la Reine* ! (S. M. se lève et salue les spectateurs.)

Sa Majesté Louis-Philippe Ier, roi des Français, monte sur le trône au milieu d'une nouvelle explosion d'acclamations, et prononce le discours suivant :

« MM. les Pairs et MM. les Députés,

« Je viens de consacrer un grand acte. Je sens profondément toute l'étendue des devoirs qu'il m'impose. J'ai la conscience que je les remplirai. C'est avec pleine conviction que j'ai accepté le pacte d'alliance qui m'était proposé.

« J'aurais vivement désiré ne jamais occuper le trône, auquel le vœu national vient de m'appeler. Mais la France, attaquée dans ses libertés, voyait l'ordre public en péril ; la violation de la Charte avait tout ébranlé ; il fallait rétablir l'action des lois, et c'était aux Chambres qu'il appartenait d'y pourvoir. Vous l'avez fait, Messieurs ; les sages modifications que nous venons de faire à la Charte garantissent la sécurité de l'avenir ; et la France, je l'espère, sera heureuse au dedans, respectée au dehors, et la paix de l'Europe de plus en plus affermie. »

Une foule de voix : *Vive le Roi* ! *vive la Reine* !

M. Dupont (de l'Eure) : Messieurs, le Roi invite les Pairs et les Députés à se réunir demain dans leurs chambres respectives, pour y prêter individuellement le serment de fidélité au Roi, d'obéissance à la Charte constitutionnelle et aux lois du royaume, et pour y continuer leurs travaux. (Vive sensation.)

Je prie MM. les présidents et secrétaires des deux chambres

de vouloir bien signer le procès-verbal de la séance de ce jour.

En conséquence, le procès verbal de cette mémorable séance a été signé par S. M. Louis-Philippe ;

Par M. Pasquier, président ; MM. le marquis de Mortemart, duc de Plaisance et comte Lanjuinais, secrétaires de la Chambre des Pairs ;

Par M. Casimir Périer, président ; MM. J. Laffitte, Dupin aîné, B. Delessert, vice-présidents ; MM. Jacqueminot, Cunin Gridaine, Pavée de Vandœuvre et Jars, secrétaires de la Chambre des Députés ;

Et par MM. Dupont (de l'Eure), commissaire provisoire au département de la justice et Guizot, commissaire provisoire au département de l'intérieur.

Le canon des Invalides a annoncé la fin de la cérémonie, et le cortège royal s'est remis en marche dans le même ordre. En tête marchait un détachement de garde nationale à cheval en uniforme et de gardes nationaux à pied. Venaient ensuite le Roi, le Prince royal (duc de Chartres) et le duc de Nemours à cheval, puis un détachement de garde nationale. La Reine, les princesses et les trois plus jeunes princes étaient tous ensemble dans une calèche découverte. La mise de la Reine et des princesses n'était distinguée que par une extrême simplicité. S. M. et LL. AA. RR. étaient en robes blanches, et les jeunes princes en habit bleu.

La marche était fermée par des gardes nationaux à cheval non encore habillés. Les plus vives acclamations de *vive le Roi* ! *vive la Reine* ! n'ont pas cessé de retentir sur le passage de LL. MM. Chacun éprouvant un sentiment bien différent de celui du 9 août de l'année dernière, disait : *Heureuse France ! heureux Roi* !

Ordre du jour du mardi 10 août 1830.

A midi, réunion dans les bureaux.

A une heure, séance publique pour la prestation du serment de tous les députés ; scrutin pour la nomination des questeurs.

Noms des pairs dont la nomination faite par Charles X a été annulée.

Du 5 décembre 1824.

MM. le comte de Villèle, archevêque de Bourges ; le comte de Chabons, évêque d'Amiens ; le comte Salmon du Châtellier, évêque d'Evreux.

Du 18 janvier 1826.

Le comte de Grammont d'Aste.

Du 5 novembre 1826.

Le comte de Chéverus, archevêque de Bordeaux.

Du 5 novembre 1827.

Le comte de Montblanc, archevêque de Tours ; le comte de Brault, archevêque d'Alby ; le comte Morel de Mons, archevêque d'Avignon ; le comte de Pins, archevêque d'Amas ; le comte de Divonne ; le comte de Sainte-Aldegonde ; le marquis de Monteynard ; le comte Eugène de Vogué ; le comte de Mostuejous ; le marquis de Mirepoix-Levis ; le comte de Panisse ; le marquis Rioult de Neuville ; le marquis de Gargans ; le comte de Bonneval Douillé ; le marquis de Kergariou ; le vicomte Chiffet ; le comte d'Urre ; le marquis de Radepon ; le comte de la Fruglaye ; le comte Budes de Guebriant ; le marquis de Calvière ; le vicomte de Castelbajac ; le duc d'Esclignac ; le baron Sarret de Coussergues ; le comte de la Vieuville ; le marquis de Lancosme ; le comte Ruzé d'Effiat ; le comte de Quinsonas ; le marquis de Froissard ; le marquis de Courtavel ; le comte Humbert de Semailson ; le marquis de Colbert ; le marquis Aimar de Dampierre ; le comte de Bernis ; le marquis de Civrac ; le comte de Kergorlay ; le comte de Tocqueville ; le vicomte de Sainte-Maure ; le marquis de Bailly ; le prince de Hohenlohe-Bartenstein ; le comte d'Inécourt ; le comte Dubotderu ; le comte d'Hoffelize ; le comte de Choiseul ; le prince d'Arenberg ; le comte de Caraman ; le baron de Frenilly ; le prince duc de Berghes ; le marquis de Tramecourt ; le comte de Bouillé ; le comte Demoré de Pontigaud ; le comte d'Andlau ; le marquis d'Albon ; le marquis de Sainte-Mauris ; le marquis de Beaurepaire ; le marquis de Lévis ; le comte de la Bouillèrie ; M. Ollivier ; le comte de la Panouze ; le prince de Montmorency ; le comte Hocquart de Turlot ; le comte de Maquillé ; le prince de Croi Solre ; le comte de Rougé ; le maréchal duc de Dalmatie ; le marquis de Gourgue ; le marquis Forbin des Issarts ; le vicomte de Causans ; M. de Sapinaud ; le marquis Desmoustiers de Merinville ; le comte de Lur-Saluces ; le comte de Suzannet ; le comte de Nansouty.

Du 4 janvier 1828.

Le comte de Villèle ; le comte de Peyronnet ; le comte de Corbière.

Du 24 janvier 1829.

Le cardinal duc d'Issoard, archevêque d'Auch ; le comte Foutrier, évêque de Beauvais.

Du 10 août 1829.

M. Ravez.

Du 27 janvier 1830.

Le duc de Cereste ; le marquis de Tourzel ; le marquis de Labourdonnaye ; le baron de Vitrolles ; le comte Beugnot ; le général Vallée.

Du 14 juillet 1830.

Le vice-amiral Duperré.

PARIS, 3 août.

Le duc de Bourbon a fait complimenter le duc d'Orléans, et lui a exprimé la satisfaction la plus vive sur tout ce qui s'est passé.

Le lieutenant-général du royaume a nommé le général Lamarque commandant des départements de l'Ouest. Comme il était à Bordeaux, une dépêche télégraphique l'a averti de sa nomination, et lui a donné l'ordre de se rendre sur-le-champ à son poste.

4 août.

M. le lieutenant-général baron Teste, l'un de nos officiers généraux les plus distingués, est appelé au commandement de la 14e division militaire à Rouen.

Dimanche dernier, M. le duc de Bourbon a donné une fête à St-Leu en réjouissance de la victoire que le peuple venait de remporter.

— L'un des officiers les plus distingués de l'ancienne armée, le colonel Sourd, vient d'être chargé de réorganiser le premier régiment de lanciers, dont il aura le commandement.

— Les soldats du 1er régiment des grenadiers à cheval de la garde ont spontanément, et d'un mouvement presque unanime, embrassé la cause nationale. Quelques hommes du 6e escadron sont montés à cheval, au cri de *vive la liberté* ! et ont entraîné une grande partie du régiment ; les efforts de quelques officiers pour les retenir ont été inutiles, et ces braves sont arrivés au camp de Vaugirard.

5 août.

Par ordonnances de la lieutenance-générale, sont nommés : Le maréchal comte Jourdan, commissaire provisoire au département des affaires étrangères ;

Le baron Bignon, commissaire provisoire au département de l'instruction publique ;

M. Tupinier, commissaire par intérim de l'administration de la marine ; il travaillera avec M. le commissaire provisoire au département des finances.

— M. le lieutenant-général comte Morand, l'un des généraux de notre ancienne armée, mis en retraite par M. de Clermont-Tonnerre, vient d'être nommé au commandement de la 6e division militaire à Besançon. On annonce également que les généraux Brayer et Bachelu ont été appelés à l'activité.

— M. le lieutenant-général comte Roguet a été nommé commandant du camp de Saint-Omer que le dernier ministère avait confié à M. le général comte d'Alton.

— M. le lieutenant-général baron Maurin vient d'être appelé au commandement de la 1e division militaire, à Paris.

— M. le cardinal de Latil, auquel le maître de poste du Bourget avait recommandé de ne point venir à Paris, n'a pas tenu compte du conseil. Aussi ce matin il a été arrêté à la barrière de Clichy. Il était dans une voiture avec quatre domestiques.

— On a trouvé dans les papiers des ministres déchu une ordonnance portant établissement d'une cour martiale, dont les arrêts auraient été exécutés dans l'heure de la prononciation : elle n'aurait prononcé que la peine de mort. Une liste de 45 accusés était dressée. Les rédacteurs des journaux, signataires de la protestation auraient été exécutés les premiers.

6 août.

Par ordonnance de la lieutenance-générale du royaume, sont nommés :

M. Baradère, intendant militaire, aux fonctions de secrétaire-général du ministère de la guerre ;

M. le comte Gentil Saint-Alphonse, maréchal-de-camp, à celles de directeur-général du personnel ;

M. le comte Hector Daure, intendant militaire, à celles de directeur-général de l'administration ;

M. Calmon (député) directeur-général des domaines.

— M. le duc d'Orléans vient d'accorder une pension de quinze cents francs sur sa cassette à M. Rouget-Delisle, auteur de l'hymne des Marseillais. Dans la lettre qui prévient M. Rouget-Delisle de cette disposition, on remarque la phrase suivante : *L'hymne des Marseillais a réveillé dans le cœur de M. le duc d'Orléans des souvenirs qui lui sont chers. Il n'a point oublié que l'auteur de ce chant patriotique fut un de ses anciens camarades d'armes, etc.*

— Le général Daumesnil qui a si bien défendu Vincennes lors de l'invasion, reprend le commandement de cette place.

— Le lieutenant-général Brayer vient d'être nommé commandant de la cinquième division militaire (Haut et Bas-Rhin). Il part aujourd'hui pour Strasbourg.

— Le général Bigarré est nommé commandant de la 12e division militaire (Loire-Inférieure).

— Quand M. de Peyronnet a été arrêté à Tours, il voulait se faire passer pour un courrier de M. de Rothschild, et baragouinait un mauvais allemand. C'est le père du malheureux Sirejean, condamné pour délit politique et fusillé, malgré son recours en grâce, par les ordres de l'infâme avocat de Bordeaux, qui l'a le premier reconnu. Ce n'est qu'avec les plus grands efforts qu'on a pu le soustraire à la fureur du peuple.

— La vignette représentant un Jésuite, dans lequel la police correctionnelle avait vu il y a peu de semaines, une ressemblance injurieuse pour l'ex-roi, s'est vendue aujourd'hui à plus de 20,000 exemplaires.

— Parmi les gardes nationaux havrais arrivés à Paris depuis deux jours, il se trouve un certain nombre de marins des équipages américains qui se sont joints, par un noble élan, à nos soldats citoyens.

— Le nom de la rue du duc de Bordeaux a été changé par le peuple en celui de la rue de l'Enfant-Trouvé.

— M. le lieutenant-général comte du Moustier, qui commandait une division de garde impériale et n'avait point été employé depuis 1815, vient d'être appelé au commandement d'une division militaire.

— Un violent orage a éclaté cette nuit sur Paris, à deux heures environ ; on en ressent rarement de pareils en Europe. Le vent a soufflé pendant une demi-heure avec une telle violence qu'une foule de cheminées ont été abattues. Heureusement, cette tempête n'est point survenue pendant que les citoyens passaient les nuits à monter la garde dans les rues.

— La nouvelle de la mort du roi de Naples ne se confirme pas. Nous apprenons aujourd'hui que S. M. Sicilienne vient de s'embarquer à Gènes.

— Des ordres ont été transmis dans la soirée du 2, par le général Gérard, à l'armée d'Afrique, pour faire arborer les couleurs tricolores.

Des instructions particulières ont été expédiées d'abord à M. l'amiral Duperré.

La publication des ordonnances du 25 juillet avait jeté la consternation à Bordeaux. Mais lorsque la ville, calme et silencieuse, paraissait être dominée par une stupeur générale, un orage se formait dans son sein, il éclata le 30, à cinq heures du soir, par un mouvement populaire, dont les effets furent en premier lieu l'invasion du domicile de M. Beaume, imprimeur du *Défenseur*, la destruction de ses caractères et d'un grand nombre de livres en feuilles; à six heures, le peuple se porta tumultueusement à l'hôtel de la préfecture, désarma le poste d'infanterie qui le défendait, brisa les portes, pénétra dans les appartements de M. le préfet, jeta par les fenêtres tous les meubles qui s'y trouvaient, et força cet administrateur à sortir de son hôtel, malgré une grêle de pierres et de fragments de meubles qui pleuvaient sur sa tête. Pendant quelques instants, la marche de M. de Curzay fut difficile; mais vers la place de la Comédie, des cris menaçants et sinistres furent entendus et M. le préfet, pressé par une foule immense, se réfugia dans le corps-de-garde du Grand-Théâtre; bientôt après il en fut arraché; par malheur, il tira son épée, et un citoyen fut blessé. Dès ce moment, la fureur populaire ne connut plus de bornes, et des coups portés avec violence et des outrages multipliés exprimèrent cette fureur. M. le préfet, privé de ses vêtements, meurtri, blessé à la tête et au bas-ventre, couvert de sang et de poussière, fut traîné vers la maison Gobineau, puis vers l'église de Notre-Dame, puis vers le cours de l'Indépendance; et là, près de perdre la vie, il fut délivré par MM. Galos aîné, Guillory, Debans et Holdecocq, qui le conduisirent au péril de leurs jours, chez M. Galos père, où il fut accueilli avec humanité, où il reçut tous les soins que son état réclamait.

A peine cet événement venait de se terminer, que les troupes de la garnison vinrent tambour battant et drapeau déployé occuper, l'arme au bras, les environs de l'hôtel de la Préfecture. Dans la soirée, à dix heures, le peuple se porta vers l'hôtel des impositions indirectes, y pénétra en enfonçant les portes, et brûla sur la place Bardineau tous les registres, papiers et bureaux de la direction. Pendant la nuit, on brûla également les papiers des bureaux de l'octroi placés aux barrières de la ville.

Dans la matinée du 31, un grand nombre de notables de la ville se rendirent auprès de M. le maire, afin d'obtenir que la garde nationale prit les armes et fit le service dans la ville de concert avec la troupe de ligne. Dès ce moment, tous les citoyens se hâtèrent de se rendre en armes aux points qui leur furent désignés par le colonel M. Dussumier-Latour. Le repos de la ville fut assuré et le peuple ne se livra à aucun excès; sur les fossés de l'Hôtel-de-Ville, quelques individus ayant assailli un détachement de chasseurs à cheval, arrivés de Libourne, des coups de feu partirent, une personne fut tuée et trois autres furent grièvement blessées. Dans la soirée, le calme se rétablit.

Le 1^{er} août, le calme et la tranquillité continuèrent. Le *Moniteur* du 29 juillet étant arrivé, une population paisible circula librement dans les rues de Bordeaux; des patrouilles inoffensives les traversaient en silence.

7 août.

Ce soir, cinq à six cents jeunes gens se sont dirigés vers la chambre des députés où l'on devait, disait-on, discuter la question de l'hérédité de la pairie. Plusieurs députés parmi lesquels on remarquait MM. Girod de l'Ain, Labbey de Pompières, Benjamin Constant et Lafayette, se sont présentés à ces jeunes citoyens, et les ont invités à laisser la chambre discuter librement les objets sur lesquels elle avait à délibérer. Leur respect pour le bon ordre et la confiance qu'ils ont dans les mandataires dont ils venaient d'entendre la parole, les ont engagés à se séparer et à retourner chez eux paisiblement.

Par ordonnance de la lieutenance-générale du royaume, ont été nommés :

Le duc de Chartres grand'croix de la Légion-d'Honneur.
Le duc de Nemours grand'croix de la Légion-d'Honneur.

Conformément aux intentions du lieutenant-général du royaume, M. le colonel Fabvier est chargé du commandement du département de la Seine et de la place de Paris.

Conformément aux ordres de M. le lieutenant-général du royaume, M. le lieutenant-général comte Colbert a été désigné pour prendre le commandement de toute la cavalerie de la garde et procéder à la réunion de ces corps.

MM. les maréchaux-de-camp, ci-après dénommés, sont désignés pour servir sous les ordres de M. le lieutenant-général comte Colbert, savoir :

M. le général Renaud est chargé de réunir les chasseurs à Melun, les dragons à Fontainebleau et les hussards à Provins.

M. le général Alphonse Colbert réunira à Versailles les deux régiments de grenadiers, et à Meaux, le 1^{er} régiment de cuirassiers.

M. le général Delaitre réunira à Paris tous les détachements de gendarmerie et organisera les cavaliers isolés, aux Célestins et à l'Ecole militaire.

M. le général Wolf est chargé de réunir les lanciers à Compiègne, et le 2^e régiment de cuirassiers à Beauvais.

M. Odilon-Barrot est nommé préfet du département de la Seine.

Hier matin le château de Vincennes a été remis par M. le marquis de Puyvert au général Daumesnil. Nous étions man- che à manche, a dit gaiement ce dernier à M. le marquis, mais la partie d'honneur est à moi. Les 2,400 hommes enfermés dans la forteresse ont fait éclater les plus vifs transports; ils ont arboré sur les tours et sur l'église plus de dix drapeaux tricolores, et se sont mêlés aux groupes de citoyens qui environnaient le château. M. le général Gourgaud a pris le commandement de l'artillerie.

Le général Clausel doit partir incessamment pour Alger où il ira prendre le commandement des troupes.

Lord Cochrane a envoyé au général Lafayette une somme de 10,000 fr. pour secourir les blessés; 5,000 fr. par le donateur, et 5,000 fr. par lady Cochrane.

L'ordre des avocats s'est réuni le 6 en assemblée gé- n- rale pour délibérer sur la question de savoir s'il y avait lieu de suspendre les plaideries jusqu'à ce que la magistrature ait reçu une institution nouvelle soit provisoire soit définitive. Après une discussion approfondie, l'ordre des avocats a décidé, à une grande majorité, que les plaideries demeureraient interrompues.

Le colonel Alphonse de Grouchy a reçu le commande- ment du 3^e chasseurs.

NOTES STATISTIQUES SUR LES BLESSÉS REÇUS DANS LES HÔPITAUX.

Les journaux quotidiens ont appris à la France tous les traits de courage et d'héroïsme qui ont signalé les mémorables journées dont nous venons d'être témoins. Mais il ne leur a pas été possible encore de présenter des documents exacts sur le nombre des morts et des blessés. Les recherches que nous avons faites dans la vue de nous éclairer à cet égard, jointes aux renseignements qui ont été donnés à la dernière séance de l'académie de médecine, par MM. les médecins et chirurgiens des hôpitaux, portent à penser qu'il y a eu 7,000 hommes environ mis hors de combat. On comptait encore il y a deux jours près de 1,700 blessés dans les hôpitaux et les ambulances. D'après les détails fournis par M. Breschet, 500 environ ont été reçus à l'Hôtel-Dieu. Trois cents ont été pansés en ville ou momentanément à l'hôpital, par les chirurgiens de cet établissement.

La mortalité n'a pas été en raison de la gravité des blessures. Mardi dernier on n'y comptait encore que 56 morts; depuis lors il y en a eu 18 ou 20 nouveaux. Le plus grand nombre appartenait à la classe ouvrière des faubourgs; sur le nombre de 500, il y avait tout au plus 25 militaires. Une proportion à peu près égale a été observée dans les autres hôpitaux. M. Husson a remarqué que presque toutes les blessures avaient été reçues par devant, beaucoup dans la poitrine et dans le ventre. Le courage que tous ces braves ont déployé au combat ne les a pas abandonnés sur leur lit de souffrance. Ceux qui ont subi de grandes opérations les ont supportées sans proférer le moindre cri. L'état moral des militaires est bien différent. Le désespoir et l'abattement s'emparaient du plus grand nombre. M. Louyer-Villermay a même cité un soldat de la garde qui mourut le lendemain de la dernière affaire, sans qu'on pût s'expliquer sa mort par la moindre blessure ou la moindre contusion.

On a reçu 80 blessés environ à Beaujon; 120 à la Pitié; 115 à la Charité; 100 à l'hôpital de la garde; 80 à une loge de maçons; 20 au Val-de-Grâce. Il ne nous a pas été possible de connaître au juste le nombre des ambulances ni celui des blessés qui s'y trouvent. Il y a encore un mouvement continu des ambulances sur les hôpitaux qui ne permet pas d'établir quelque chose de positif à cet égard.

Presque toutes les blessures ont été faites avec des armes à feu; très peu avec des armes blanches. Elles sont généralement fort graves, la plupart ayant eu lieu à bout portant. Cependant on espère sauver le plus grand nombre. Mardi dernier, M. Larrey a déclaré à l'académie que sur 100 blessés arrivés au Gros-Caillou, il n'en était encore mort aucun. Plusieurs avaient néanmoins subi des opérations graves.

Ces détails nous amènent naturellement à parler du zèle et du courage qu'ont déployé tous les médecins de la capitale dans cette circonstance. Ce serait faire injure au corps entier que de citer quelques noms. Tous ont rempli leurs devoirs; tous ont prodigué des soins sur le lieu du combat, comme dans les ambulances, comme dans les hôpitaux. Les élèves, retirés depuis long-tems du service, sont revenus joindre leurs efforts à ceux de leurs anciens chefs. Nous en connaissons d'autres qui, après avoir secouru les malheureux qu'on leur apportait, couraient au-devant de ceux qui réclamaient des soins plus urgents. Enfin, on assure avoir vu plusieurs jeunes médecins déposer les armes après une attaque où ils s'étaient distingués, pour panser indistinctement et leurs camarades et les soldats qui venaient de succomber à leurs coups. Si nous avons lieu de nous glorifier en ce moment d'être Français et d'appartenir à la population héroïque de Paris, nous sommes heureux encore de pouvoir compter de pareils hommes parmi nos confrères. (Gazette Médicale.)

Ont été nommés préfets dans les départements suivants :

Gironde, le comte de Preissac.
Gard, M. de Lacoste.
Haute-Vienne, M. de Theis.
Doubs, M. Choppin d'Arnouville.
Côtes-du-Nord, M. Godfroy.
Meuse, M. d'Arros.
Loiret, M. de Riccé.
Sarthe, M. Victor Tourangin.
Yonne, M. Pompei.
Calvados, M. Target.
Ille-et-Vilaine, M. Leroy.
Eure-et-Loir, M. Langlois d'Amilly.
Eure, M. Antoine Passy.
Meurthe, M. Merville.
Orne, M. Clogenson.
Loire inférieure, M. Louis de St-Aignan.
Haute-Marne, M. Fargues.
Maine-et-Loire, M. Félix Barthélemy.
Haut-Rhin, M. Dugied.
Somme, M. Didier.
Saône-et-Loire, M. Lucien Arnault.
Haute-Saône, M. Am. Thierry.
Oise, M. Feutrier.

9 août.

Il paraît que les salons du Palais-Royal sont presque jour et nuit encombrés de gens qui voudraient exploiter à leur profit le triomphe national. La très grande partie de ces demandeurs de place oublie d'une part, qu'ils n'ont rien fait pour les mériter, et de l'autre, que nous entrons enfin dans le système du gouvernement à bon marché.

On vient de mettre en vente à l'hôtel des monnaies une très-belle médaille en bronze de 22 lignes, destinée à consacrer le souvenir des trois journées mémorables, elle repré-

sente d'un côté la France pleurant sur un tombeau que la liberté couronne, et qui porte cette inscription :

A LA MÉMOIRE DES FRANÇAIS MORTS POUR LA LIBERTÉ,
LES 27, 28, 29 JUILLET 1830.

Sur le revers sont inscrits ces quatre vers de M. Casimir Delavigne :

France, dis moi leurs noms; je n'en vois point paraître
Sur ce funèbre monument ?
— Ils ont vaincu si promptement
Que j'étais libre avant de les connaître !

M. Cagé auteur de cette médaille, en destine le produit au soulagement des blessés, des veuves et des orphelins, le prix est de 5 fr.

Charles X est arrivé le 7 à Laigle, à 1 heure de l'après-midi, avec sa famille et 1200 hommes des gardes du corps et gendarmes d'élite et 2 pièces de canon. Toute la population de Laigle est constitutionnelle; mais on a su se modérer. Les cris de vive la Charte! ne se sont pas fait entendre: on a respecté le malheur. M. le maréchal Marmont était à la tête de l'état-major. Ils vont à Cherbourg pour s'embarquer; ils devaient passer par Caen, mais on leur a dit que la vie du duc de Raguse y courrait de grands risques.

Laigle a eu connaissance le 27 au matin des ordonnances du 25 par les journaux ministériels.

Le 2, le drapeau tricolore a été arboré à la mairie et sur la principale église, aux cris de vive la Charte! Le même jour, le tribunal de commerce a rendu ses jugemens au nom de Mgr le duc d'Orléans.

En arrivant à Laigle et en le quittant, Charles X pleurait; on voyait les larmes rouler sur sa figure. On dit que M. de Polignac y était. Les gardes du corps qui formaient l'escorte appartenaient aux compagnies de Croi, de Luxembourg, de Noailles et de Grammont.

M. le général de Balathier est décédé à Paris, le 30 juillet dernier, après une longue maladie, occasionnée en grande partie par d'anciennes blessures.

La rue d'Artois a pris le nom de rue Laffitte. On sait que l'hôtel de l'honorable député y est situé.

On lit dans le *Courrier des Pays-Bas*: « M. Franchet, ancien directeur de la police sous Charles X, est arrivé à Bruxelles. C'est lui qu'on avait pris pour Polignac. »

Tous les voyageurs qui arrivent de la Suisse annoncent que nos derniers événements politiques y ont fait la sensation la plus vive. A Genève et à Lausanne, les nouvelles de Paris étaient accueillies et répandues avec enthousiasme.

TRAITS DE COURAGE.

On cite un trait de courage remarquable de M. Gravel, traic- teur, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n. 22. Il était à table avec vingt personnes, il en sort spontanément, s'élance sur son fusil, le charge en présence de sa femme et de ses jeunes en- fants, en pleurs autour de lui: « La patrie m'appelle, répond- il, si je meurs la Providence vous aidera. » Il avait déjà tué six gardes royaux, lorsqu'une balle lui traverse les reins; il s'appuie sur la muraille, recharge son fusil et meurt.

Le 31, sur le pont de Sévres, M. Fillias, ancien officier, est parvenu, par son intrépidité, à faire rendre, sans effusion de sang, un détachement de 60 hommes du 3^e régiment de la garde, ainsi qu'un caisson, une pièce de 8, et les artilleurs qui en faisaient le service. Le 29, cet officier avait fait mettre bas les armes à 50 hommes du 1^{er} régiment de la garde, à la ca- serne de la rue Verte.

Parmi les Espagnols qui ont pris part aux glorieuses journées du 27, 28, et 29 juillet, il y en a eu plusieurs de bles- sés. Celui qui l'a été le plus grièvement est fils du colonel Don Balvino Cortès. Ses jambes ont été brisées par la mi- traille au moment où il se précipitait sur une pièce de canon; on ne sait s'il pourra survivre à l'amputation.

COMMISSION MUNICIPALE DE PARIS.

La commission municipale, considérant que les circonstan- ces qui ont nécessité la création des gardes nationales mobi- les ont cessé, arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'arrêté du 31 juillet, qui avait ordonné la créa- tion des gardes nationales mobiles, est rapporté.

2. MM. les maires de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel-de-Ville, le 8 août 1830.

LOBAU, AUBRY DE PUVRÉAU.

Pour copie conforme :

Le secrétaire de la commission; AYLIES.

ORDRE DU JOUR.

Hôtel-de-Ville, 9 août 1830.
Indépendamment des 10,000 fr. donnés pour les blessés, au général Lafayette, par Lord Cochrane, sir Francis Burdett, membre du Parlement, lui a envoyé 3000 fr.

Un premier produit de la souscription générale, ouverte au bureau du *Westminster-Review*, à Londres, montant à 100 liv. sterl., lui a été adressé par M. Bowring et le colonel Thomp- son.

Les jeunes citoyens des Etats-Unis, actuellement à Paris, pour leurs études, ont fait entre eux une souscription, offerte aux familles des morts et aux blessés dans la glorieuse semai- ne, et ont porté au général en chef une somme de 2000 fr. qui a été reçue par la commission provisoire.

M. le duc de Fitz-James, pair de France, est arrivé à Bruxelles.

M. le colonel Fabvier, commandant la place de Paris et le département de la Seine, est nommé maréchal-de-camp.

M. le colonel Bro est nommé colonel des chasseurs de Nemours (régiment n° 1.)

MM. les élèves de l'école de Droit et de l'école Poly- technique persistent dans l'intention de refuser les croix que M. le duc d'Orléans leur avait accordées. Leur motif se fonde sur la difficulté de choisir entre eux ceux qui ont le plus de droit à une pareille récompense, tous ayant également fait

leur devoir au moment du danger. Les élèves de l'école Polytechnique ont cru, du reste, devoir accepter la promotion à la lieutenance.

— A Mons, tous les postes militaires ont été doublés et commandés par des officiers. On garnit de canons les remparts et on emplit les magasins de poudre; la plus grande activité règne dans l'arsenal.

— Les drapeaux et les boutons d'habits de la garde nationale porteront pour inscriptions les mots : *Liberté, Ordre public*, et le cimier des drapeaux sera le coq gaulois.

— La ferme de l'odieuse entreprise des jeux se paie par mois et d'avance; cette dernière circonstance était ignorée de la commission municipale de Paris, et, le 31 juillet, elle a fait inviter la ferme des jeux à verser, suivant son contrat, à la caisse de la ville, le montant du mois échû. Le caissier des jeux, en offrant un douzième du prix de ferme, a représenté que la somme à verser concernait le mois d'août, et qu'en l'admettant dans les caisses municipales, la commission contractait l'engagement tacite de faire rouvrir les maisons de jeu. Très éloignée de vouloir prendre aucun engagement de cette nature, la commission a refusé le versement.

— Nous apprenons avec regret que le général Drouot est dans un état de souffrances fort affligeant, et tel qu'il est presque impossible qu'il accepte l'important commandement que le ministre avait cru devoir lui confier.

— On écrit de Bordeaux, 5 août :

« L'ordre légal commence à se rétablir dans cette ville. M. Barennes, conseiller de préfecture délégué, a pris les rênes de l'administration supérieure du département.

« Il est certain que le premier président de la cour royale de Bordeaux, M. Ravez, a renvoyé, le 4, les sceaux au greffe de la cour, et on considère cette action comme le prélude de la démission de ce magistrat. »

Rochefort, 4 août 1830.

(Correspondance particulière.)

Le drapeau tricolore flotte sur les édifices publics de Rochefort depuis ce matin 10 heures; la garde nationale occupe les postes de la ville.

D'après l'ordre du commandant du département, le colonel du 41^e régiment en garnison dans cette ville a fait rentrer les troupes dans leurs casernes. Le régiment porte encore la cocarde blanche, parce que son colonel ne veut rien faire sans avoir reçu des ordres directs et précis du général. Les officiers et soldats de ce régiment sont, à ce que l'on assure, dans les meilleures dispositions.

M. le préfet maritime, conduit par un sentiment d'honneur militaire que personne ne saurait blâmer, a cru devoir conserver sa couleur. Il n'en changera que par un ordre du ministre.

Ainsi nous voyons d'un côté le drapeau tricolore flottant sur l'Hôtel-de-Ville, et de l'autre le pavillon blanc hissé dans le port au grand mat du vaisseau amiral: sur la place d'armes, les officiers de la garde nationale portant la cocarde tricolore sont confondus et se promènent avec les officiers de marine qui portent la cocarde blanche. Mais nul désordre n'est à craindre parce que, malgré cette diversité d'emblème, tout le monde pense de la même manière.

Saintes et La Rochelle ont également arboré le drapeau tricolore. Nulle part la tranquillité publique n'a été troublée un seul instant. Partout il y a un enthousiasme difficile à décrire.

Dépêche du Préfet maritime.

Toulon, le 7 août 1830, à neuf heures du matin.

« Je réponds à votre dépêche télégraphique d'hier.

« Tous les bâtimens de l'Etat ont arboré le pavillon tricolore hier à six heures du soir. Je vais le faire arborer aux bâtimens de commerce, si cela n'est pas déjà fait en grande partie. »

Toulon, le 6 août, à quatre heures et demie.

« Le *Nestor*, parti d'Alger le 30 juillet, vient d'arriver avec 10,240,000 francs en piastres d'Espagne, et avec des dépêches que je vous envoie par estafette. »

Le gouvernement de Madrid a reçu le 25 juillet des lettres des gouverneurs du Ferrol et d'Algeiras, annonçant l'intention du débarquement prochain d'une troupe armée dont le but est de rétablir la constitution. Des proclamations ont circulé dans ces deux villes, signées par le général Torrijos qui se trouve à la tête de l'expédition. Dès la réception de cette nouvelle, un grand nombre d'officiers appartenant à l'ancienne armée constitutionnelle ont été expulsés de Madrid, et mis sous la surveillance de l'autorité, dans les petites villes qu'on leur a assignées pour y faire leur résidence. Ferdinand a fait fortifier son palais qui est défendu par deux mille hommes de sa garde, et dix pièces d'artillerie.

Nous verrons la conduite qu'elle tiendra, si le général Torrijos se présente, ou que le peuple se mette en état d'insurrection.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Un grand nombre de personnes ayant exprimé le désir de concourir par des donations, au soulagement des familles des morts et des blessés en combattant pour la cause de la liberté dans les dernières journées de juillet, nous annonçons qu'une souscription générale est ouverte chez MM. Chevrolat, frères et Cie., F. et A. Brunel, Bérard et Mondon, Crévolin, au café français, et au bureau du *Courrier des États-Unis*. Les listes seront fermées le 8 octobre et les fonds envoyés par le paquebot du 10 à M. Jacques Laffitte à Paris. Nous publierons les mercredi et samedi les noms des souscripteurs, le montant des offrandes et nous rendrons compte du résultat de la souscription.

Le navire *Concordia*, ayant remplacé le paquebot *Charles Carroll*, a fait voile du Havre le 11 août. Il nous a apporté les journaux de Paris jusqu'au 10 et nous en avons extrait les nouvelles les plus intéressantes. Le duc d'Orléans a été proclamé Roi des Français par la chambre des députés et celle des pairs, sous le nom de Louis-Philippe I^{er}. Dans une séance royale, le 9, il a prêté serment à l'ancienne charte constitutionnelle, à laquelle les députés avaient fait à la hâte quelques changemens importants. Dans notre prochain numéro nous donnerons le détail des séances du 6 et du 7 août.

Nous n'avons pas de lettre de notre *Correspondant Parisien*, que nous voyons figurer parmi les principaux acteurs du grand drame de la révolution.

Extrait d'une lettre particulière de Paris.

« M. Vouthier fils, de votre ville, encore en ce moment à Paris, a pris part d'une manière très active et glorieuse aux combats des 28 et 29 juillet, sans avoir été blessé. Il a également fait partie, le 3 courant, de l'expédition sur Rambouillet, d'où Charles X est parti, se dirigeant sur Cherbourg, où il doit s'embarquer.

M. Vouthier s'occupe en ce moment d'une pétition au duc d'Orléans en faveur du commerce français dans les deux Amériques.

Les navires *Charles Carroll* et *Great Britain* ont été affrétés pour compte de l'ex-roi, à raison de 30,000 f. par mois, pour deux premiers mois, et de 20,000 f. en sus pour chaque autre mois. Si le voyage est effectué dans moins de deux mois, la somme à payer pour chaque navire est fixée à 50,000.

(Article communiqué.)

Vendredi dernier, 17 courant, un banquet national-français a eu lieu à *Commercial Hotel*, pour célébrer la révolution qui vient de régénérer la France. Le drapeau tricolore, uni à l'étendard américain, décorait la façade de l'hôtel, et ses salons offraient le mélange heureux des couleurs des deux nations.

De nombreux toasts proposés et accueillis avec enthousiasme, ont été portés au Président des États-Unis, au général Lafayette, à l'école Polytechnique, à la garde nationale de Paris, etc.

Parmi les hymnes patriotiques qu'avait inspirés la circonstance, nous citerons la cantate suivante, chantée par l'auteur, M. Henri Picard, avocat.

Pourquoi ce tumulte et ces cris,
Ces canons, ce tocsin d'alarmes ?
Quel danger menace Paris ?
Où vont ces citoyens en armes ?
O ciel ! un peuple ami des lois,
Contre des hordes mercenaires,
Contre d'odieuses janissaires,
Au prix du sang défend ses droits !

Mais déjà tombe le pouvoir
Sous l'élan du patriotisme.
Tyran ! un peuple au désespoir
Est plus fort que le despotisme !
Oui, l'ouragan dévastateur,
Les feux que lance le tonnerre,
Les volcans ébranlant la terre,
Sont moins à craindre en leur fureur.

La France est libre !!! Ces couleurs,
Chères aux fils de la victoire,
Seules, après de longs malheurs,
Lui rendront son rang et sa gloire.
Paris ! quel ton trophée est grand !
C'est le drapeau des Fyramides,
Porté par des mains intrépides
D'Aboûkir jusqu'à Friedland !

Toi, qu'au rang de ses demi-dieux
Eût élevé Rome ou la Grèce,
Napoléon ! du haut des cieux,
Ta grande ombre a vu notre ivresse !
Et toi, que la patrie en deuil
Honora d'un tribut sublime,
O Foy ! ta cendre maganime,
Dut tressaillir dans le cercueil !

Aux héros de l'antiquité
Que peut envier la carrière
Du soldat de la liberté,
Citoyen de chaque hémisphère ?
Pour elle, aux climats étrangers
Il combattait à son aurore :
Vétéran, il la sert encore
Renaissant dans ses foyers !

O toi, nouveau Cincinnatus,
Orgueil d'une autre république,
Toi, dont les modestes vertus
Ont si haut porté l'Amérique ;
Washington ! puisse l'univers,
A l'exemple de ta patrie,
Écraser toute ligue impie
Qui voudrait lui donner des fers !

— Au dessert, une feuille de souscription pour les veuves et enfans des victimes de juillet a circulé dans les salons, et a été sur-le-champ couverte des signatures de tous les convives. M. Brossard, à *Commercial Hotel*, recevra le montant de chaque souscription.

Toute personne qui voudrait concourir à cette œuvre citoyenne, pourra déposer son offrande à la même adresse.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans a publié dans une feuille extra le paragraphe suivant :

« Malgré le silence que gardent nos journaux, il est positif que la fièvre jaune a commencé ses ravages dans notre ville. Le nombre des victimes s'élève déjà à quarante. »

Explosion à bord d'un bateau à vapeur. Jeudi dernier 16 de ce mois, dans une traversée de Buffalo à Détroit à deux milles environ du point de départ, le tuyau à vapeur du bateau *Wm Peacock* a éclaté. On nous apprend que quinze personnes ont été si grièvement blessées qu'on conserve à peine l'espérance de conserver la vie à deux ou trois. Quatre individus ont été tués par l'explosion, et deux autres sont morts deux ou trois heures après. Une femme s'est jetée à l'eau et a péri.

Les blessés étaient passagers de l'entrepont, la plupart ayant émigré des états de Pest.

ANNONCES.

Eglise Protestante Episcopale Française du Saint-Esprit à New-York. — Séance extraordinaire.

[Extrait des minutes de la séance du 16 septembre 1830]

Communication ayant été faite au vestry par son président, de l'affligeante nouvelle de la mort du Très Révé. Evêque HOBART, D. D. décédé au village d'Auburn dimanche 12 septembre 1830, étant en voyage pour remplir ses devoirs pastoraux. Nous avons été unanimes (tout en nous soumettant à cette dispensation de la divine providence, qui nous a enlevé le chef vénéré et chéri de notre Eglise) à déplorer profondément cette perte et à sympathiser avec sa famille affligée ainsi qu'avec tous les membres de l'Eglise en général.

En conséquence nous avons résolu, 1^o comme un témoignage de notre admiration pour ses talens distingués, sa vraie piété, son zèle ardent et ses continuelles travaux pour la cause du christianisme, que nous porterons le deuil accoutumé pendant 30 jours; 2^o que notre Eglise sera tenue en deuil jusqu'à la Noël; 3^o qu'une copie de ces résolutions sera transmise à la famille du Très Vénéré Défunt.

Pour copie conforme, J. C. ZIMMERMAN, secrétaire.

SYLVESTER, 130 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Sept. 23, regular class,	2 de \$12,000,	prix du billet, \$5.
30, extra do.	5 de \$10,000,	do. 5.
Octobre 6, do	do. \$25,000,	do. 5.
13, do	do. \$25,000, \$20,000, 10,000,	do. 10
	\$5,000, 50 de 1000, 5 de 500.	

M. DA PONTE (Broadway, No. 342,) ouvrira sa classe italienne, française et espagnole, le 1^{er} octobre prochain. Lui et sa famille se chargent de l'enseignement de la langue italienne; M. Ismar, Français de naissance, qui a résidé plusieurs années dans des pays espagnols et dont les connaissances et le zèle promettent d'heureux résultats, enseignera le français et l'espagnol. Les commençans auront la faculté de joindre jusqu'au 1^{er} octobre prochain de trois leçons gratuites par semaine.

Prix du trimestre pour les trois langues.....\$12 } payables
pour l'espagnol et le français.....10 } d'avance.
pour chacune de ces deux langues.....8 }

Chez M. Da Ponte il y a deux chambres à louer et l'on pourrait y avoir également la table. Les pensionnaires auront l'avantage de se perfectionner dans les susdites langues, qu'on parle continuellement dans la maison.

AVIS.

M. SEGURA, professeur de musique, a le plaisir d'annoncer à ses amis et au public, qu'il a définitivement fixé sa résidence à New-York. Il se propose de donner des leçons de guitare, de violon, et d'accompagnement sur le piano.

S'adresser, pour les conditions, à M. Segura, chez M. Etienne, No. 34 Howard-street.—57.

On demande, une dame française de bonne éducation et bien recommandée pour occuper une place de confiance dans une famille. Et une Française avantageusement connue, pour servir en qualité de femme de chambre.

S'adresser au bureau de ce Journal.

Le soussigné a l'honneur de prévenir le public qu'il est autorisé par MM. les éditeurs des journaux *El Redactor*, *El Mercurio de Nueva-York*, *El Mensajero Semanal*, rédigés dans cette ville, *El Espanol de la Nouvelle-Orléans*, et la *Gaceta de Bayona*, de recevoir les souscriptions aux dits journaux ainsi que les annonces que l'on désire y faire insérer, ces dernières doivent lui être adressées franc de port.

EUGENE BERGONZIO, Broad-street, No. 8.

Avis important aux amateurs de la Danse de société et de la Walse, et principalement à ceux qui tiennent à profiter d'une bonne méthode d'enseignement :

ÉCOLE DE DANSE ET DE WALSE.

M. et M^{me} ACHILLE ont l'honneur de faire savoir que leur Ecole de Danse ouvrira (pour les leçons au quartier) le 2 octobre prochain, mais que dès le mois de septembre, ils pourront donner chez eux ou en ville, des leçons particulières. S'adresser, pour le prix et conditions, à leur demeure, Walker street, No. 84.

AVIS. — On demande un capital espèces de \$10,000 pour une opération commerciale qui assure aux intéressés un bénéfice net de 30 pour cent, tous les trois mois. Les renseignements les plus circonstanciés seront donnés à la personne qui désirerait entreprendre la dite spéculation. Adresser une note à la lettre H. au bureau du *Courrier des États-Unis*.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.
\$15, sans le Journal.
\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cent pour chacune des fois suivantes.